GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1892 — **ROMA** — MERCOLEDÌ 20 APRILE — NUM. 94

Abbonamenti.

		Trimestre	Semestre	Anno
In ROMA all'Ufficio del giornale	L.	9	17	32
Id. a domicilio e in tutto il Regno	»	10	19	36
All'ESTERO - Svizzera, Spagna, Portogallo, Francia, Austria, Germania, Inghilterra, Belgio e Russia	»	22	41	80
Turchia, Egitto, Rumania e Stati Uniti	»	32	61	120
Repubblica Argentina e Uruguay	»	45	88	175

Le associazioni decorrono dal primo d'ogni mese — Non si accorda sconto o ribasso sul loro prezzo. — Gli *abbonamenti* si ricevono dall'*Amministrazione* e dagli Uffici postali.

Inserzioni.

Il prezzo degli *annunzi giudiziarii*, da inserire nella *Gazzetta Ufficiale*, è di L. 0,25 per ogni linea di colonna o spazio di linea, e di L. 0,30 per qualunque altro avviso (Legge 30 giugno 1876, N. 3195, articolo 5). — Le pagine della *Gazzetta* destinate per le inserzioni, si considerano divise in quattro colonne verticali, e su ciascuna di esse ha luogo il computo delle linee, o degli spazi di linea.

Gli originali degli atti da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* a termini delle leggi civili e commerciali devono essere scritti su CARTA DA BOLLO DA UNA LIRA — art. 19, N. 10, della legge sulle tasse di Bollo, 13 settembre 1874, N. 2077 (Serie seconda).

Le *inserzioni* devono essere accompagnate da un deposito preventivo in ragione di L. 15 per pagina scritta su carta da bollo, somma approssimativamente corrispondente al prezzo dell'inserzione. In mancanza del deposito *non sarà dato corso* alla pubblicazione.

Per richieste di abbonamento, di numeri arretrati, di inserzioni ecc. rivolgersi *ESCLUSIVAMENTE* all'Amministrazione della *Gazzetta Ufficiale* presso il Ministero dell'Interno (Palazzo Baleani) — Roma.

Un numero separato, di 16 pagine o meno, del giorno in cui si pubblica la Gazzetta o il Supplemento in ROMA, centesimi DIECI. Per le pagine superanti il numero di 16, in proporzione — pel REGNO, centesimi QUINDICI — Un numero separato, ma arretrato, in ROMA centesimi VENTI — pel REGNO, centesimi TRENTA — per l'ESTERO, centesimi TRENTACINQUE.
Non si spediscono numeri separati, senza anticipato pagamento.

SI È PUBBLICATO

IL

RUOLO D'ANZIANITÀ

per l'anno 1892,

degli impiegati del Ministero dell'Interno, del Consiglio di Stato, dell'Amministrazione Provinciale, degli Archivi di Stato e delle Carceri, con indice alfabetico.

PREZZO *di ogni esemplare cent.* 90 *in Roma e lire una in provincia franco di porto*

(Riproduzione dell'edizione ufficiale che sarà distribuita alle singole Amministrazioni).

Indirizzare richiesta, vaglia o l'ammontare del prezzo, all'Economato del Ministero dell'Interno.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

TRAITÉ DE COMMERCE

ENTRE

la Suisse et l'Italie

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse

et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

Monsieur le D^r^ NUMA DROZ, Conseiller fédéral, chef du Département féderal des affaires étrangères;

Monsieur BERNARD HAMMER, ancien Conseiller fédéral, Conseiller national;

Monsieur CONRAD CRAMER-FREY, Conseiller national;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

Monsieur GIACOMO MALVANO, Grand-officier des ordres de Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Conseiller d'Etat, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères;

Monsieur NICOLA MIRAGLIA, Grand officier des ordres des Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Directeur général de l'agriculture au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

Monsieur BONALDO STRINGHER, Commandeur de l'ordre de la Couronne d'Italie, Officier de l'ordre des Ss. Maurice et Lazare, Inspecteur général au Ministère des finances;

Monsieur ANTONIO MONZILLI, Commandeur des ordres des Ss. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Directeur du commerce au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectif, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1^er^.

Les Hautes Parties contractantes s'assurent réciproquement, pour l'importation directe ou indirecte des objets de provenance italienne en Suisse, et des objets de provenance suisse en Italie, le traitement de la nation la plus favorisée.

Les objets provenant de l'Italie, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent traité, seront admis en Suisse aux droits fixés par ledit tarif.

Les objets provenant de la Suisse, soit directement, soit en empruntant un territoire étranger, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, seront admis en Italie aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2.

Les droits à l'exportation sont réglés, dans les deux Etats, par les tarifs C et D joints au présent traité.

Il ne sera perçu ni dans l'un, ni dans l'autre des deux Etats, des droits de douane quelconques sur les marchandises en transit.

Art. 3.

Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou qui grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Art. 4.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit nouveau d'accise ou de consommation, ou un supplément de droit, sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

En cas de suppression ou de diminution des droits et des charges mentionnés ci-dessus, les surtaxes seront supprimées ou réduites proportionnellement.

Les drawbacks à l'exportation de produits italiens ou suisses, ne pourront pas dépasser les droits d'accise ou de consommation intérieurs grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 5.

Les produits qui forment ou qui formeront l'objet de monopoles d'Etat de chacune des deux Parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marcandises monopolisées, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

La taxe d'entrée complémentaire dont il s'agit sera restituée dans le cas où l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

Les deux Gouvernements se réservent la faculté d'imposer, sur les produits dans la composition ou la fabrication desquels il entre de l'alcool, un droit équivalant aux charges fiscales dont est grevé à l'intérieur du pays l'alcool employé.

Art. 6.

Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays dans l'autre, seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle qui serait établi pour les articles similaires de fabrication nationale, et paieront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 7.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, en matière de douane, que l'une d'elles a accordée ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce Puissance; et ceci en même temps qu'elle la met en vigueur pour cette tierce Puissance, et de plein droit.

Elles s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucun droit ni aucune prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation.

Enfin, elles s'engagent à ne point interdire ni entraver l'importation ou l'exportation des céréales et des bestiaux et animaux de toute espèce de l'un des deux pays dans l'autre, sauf pour les bestiaux et les animaux dans les cas bien constatés d'épizootie. Ne sera cependant pas tenu à se conformer à cette disposition, l'Etat qui se trouverait en guerre avec une autre Puissance quelconque, ou qui serait forcé de mettre son armée sur le pied de guerre.

Art. 8.

Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins, et notamment entre les pays de frontière respectifs, franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie est accordée au bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et au pâturage des alpes, sauf obligation de le faire retourner, conformément aux règlements qu'arrêteront d'un commun accord les Parties contractantes.

Art. 9.

Les deux Parties contractantes s'engagent à maintenir, dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions nécessaires dans ce but seront de part et d'autre simplifiées autant que possible pour éviter tout arrêt.

Art. 10.

Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation, les produits suivants des propriétés situées dans une zone de dix kilomètres de chaque côté de la frontière:

les céréales en gerbes ou en épis;
les foins, la paille et les fourrages verts;
les fruits frais, y compris les raisins frais;
les légumes verts.

Seront également affranchis: le fumier, les détritus de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et instruments agricoles de toute sorte; tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre Etat, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

A l'effet de faciliter le trafic de frontière visé par les clauses qui précèdent, des dispositions spéciales seront arrêtées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 11.

Sous obligation de réexportation et en conformité des règlements que l'Italie jugera utile de fixer, est accordée franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie aux toiles écrues de coton qui seront introduites de la Suisse en Italie pour y être imprimées et qui seront réexpédiées après avoir subi cette opération.

Sous obligation de réexportation dans le délai de six mois, la franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement:

1° pour les objets à réparer, notamment les montres de poche, les machines, parties de machines, chaudières et parties de chaudières, ainsi que pour les parties de bâtiments, barques et bateaux, etc.;

2° pour les sacs et tonneaux signés, paniers, corbeilles et récipients semblables, entrant vides pour être réexportés remplis, ou exportés remplis pour être réimportés vides.

En cas de besoin prouvé, le délai ci-dessus sera étendu à douze mois.

Art. 12.

Les deux Parties contractantes s'entendront sur un règlement de police pour la navigation sur les lacs de Lugano et Majeur, et sur les mesures à prendre pour garantir la propriété des bois emportés par des sinistres, comme inondation, tempête, etc.

Art. 13.

Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui prouveront qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts établis pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieurs dans l'autre pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis ou agents, avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce ou de l'industrie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats

où de recueillir des commandes. Mais, dans tous les cas, ils n'auront droit à aucune faveur dont ne jouiraient pas les nationaux.

Pour jouir du traitement susdit, les voyageurs de commerce italiens en Suisse, et les voyageurs de commerce suisses en Italie, devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons, y compris les montres de poche, et qui sont importés en Italie par des voyageurs de commerce de maisons suisses, et en Suisse par des voyageurs de commerce de maisons italiennes, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Art. 14.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique.

Art. 15.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les sociétés anonymes ou autres, commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois (y compris les lois financières) desdits Etats et possessions.

Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent traité, qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 16.

Le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement italien, désireux de compléter et d'étendre les relations commerciales entre la Suisse et l'Italie, s'engagent à favoriser, autant que faire se pourra, la création de voies de communication destinées à relier entre eux les deux pays, et notamment à assurer de part et d'autre toutes les facilités possibles à des entreprises ayant pour but de mettre en rapport direct, au moyen de la locomotion à vapeur à travers les Alpes suisses, les réseaux de chemin de fer au sud et au nord de ces montagnes.

Art. 17.

Le présent traité entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, et au plus tard le 1er juillet 1892. Il restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'en faire cesser les effets le 1er janvier 1898 en le dénonçant douze mois à l'avance. S'il n'a pas été fait usage de cette faculté, le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903, et au delà de cette période il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 18.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berne le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à *Zurich*, en double expédition, le dix-neuf avril mil huit cent quatre-vingt-douze (1892).

N.B. *Le tariffe* A, B, C, D, *saranno pubblicate nella* Gazzetta Ufficiale *di domani.*

LEGGI E DECRETI

Il Numero **177** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 19 ottobre 1859 n. 3748, sulle servitù militari;

Vista la legge 22 aprile 1886 n. 3820 (serie 3ª), che estende a tutto il Regno la legge succitata;

Visto il R. decreto 25 novembre 1886 n. 4258 (serie 3ª), che approva il regolamento per l'esecuzione delle suindicate leggi;

Visto il R. Decreto 16 agosto 1891, che modifica il regolamento suindicato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari della Guerra;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il numero e l'ampiezza delle zone di servitù militari, da applicarsi alle proprietà fondiarie adiacenti alle polveriere di San Paolo, della Tesoreria e di Stura nella piazza di Torino, vengono determinate, entro i limiti stabiliti dalla legge succitata, dal piano annesso al presente, firmato, d'ordine Nostro, dal Ministro della Guerra.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 marzo 1892.

UMBERTO.

PELLOUX.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. CHIMIRRI.

Il Numero **178** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 19 ottobre 1859 n. 3748, sulle servitù militari;

Vista la legge 22 aprile 1886 n. 3820 (serie 3ª), che estende a tutto il Regno la legge succitata;

Visto il R. decreto 25 novembre 1886 n. 4258 (serie 3ª), che approva il regolamento per l'esecuzione delle suindicate leggi;

Visto il R. decreto 16 agosto 1891 n. 532, che modifica il regolamento sopracitato;

Sulla proposta del Nostro Ministro, Segretario di Stato per gli affari della Guerra;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il numero e l'ampiezza delle zone di servitù militari, da applicarsi alle proprietà fondiarie adiacenti al forte Tre-

porti (Venezia), vengono determinate, entro i limiti stabiliti dalla legge succitata, dal piano annesso al presente, firmato, d'ordine Nostro, dal Ministro della Guerra.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 marzo 1892.

UMBERTO.

PELLOUX.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. CHIMIRRI.

Il Numero **179** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la legge 27 maggio 1875 N. 2554 (serie 2ª), colla quale fu istituita la tassa d'ingresso nei musei, gallerie e scavi archeologici;

Considerato che un notevole provento può derivarne all'erario, colla istituzione di una tassa d'ingresso al Museo alle Terme Diocleziane in Roma;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È stabilita la tassa di lire una per gli adulti e di centesimi cinquanta per i fanciulli di età inferiore ai dodici anni, per l'ingresso al Museo alle Terme Diocleziane in Roma, eccetto le domeniche e le feste stabilite dalla legge 23 giugno 1874 N. 1968.

Art. 2.

Il presente decreto avrà effetto dal 1° luglio 1892.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 marzo 1892.

UMBERTO.

P. VILLARI.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. CHIMIRRI.

Il Numero **180** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno;

Veduta la domanda del comune di Caccavero (Brescia) per la sua aggregazione alla sezione elettorale di Salò;

Veduta la tabella generale delle sezioni dei collegi elettorali, approvata col regio decreto del 24 settembre 1882 n. 997 (serie 3ª);

Visti gli articoli 47 e 48 della legge elettorale politica 24 settembre 1882;

Ritenuto che il comune di Caccavero ha 57 elettori politici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Caccavero è aggregato alla sezione elettorale di Salò, del primo collegio di Brescia.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 marzo 1892.

UMBERTO.

G. NICOTERA.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. CHIMIRRI.

Il Numero **181** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno;

Veduta la domanda del comune di Volciano (Brescia) per la sua separazione dalla sezione elettorale di Caccavero e per la sua costituzione in sezione elettorale autonoma;

Veduta la tabella generale delle sezioni dei Collegi elettorali, approvata col R. decreto del 24 settembre 1882 n. 997 (serie 3ª);

Visto l'articolo 47 della legge elettorale politica 24 settembre 1882;

Ritenuto che il comune di Volciano ha 115 elettori politici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il comune di Volciano (Brescia) è separato dalla sezione elettorale di Caccavero, ed è costituito in sezione elettorale autonoma del primo Collegio di Brescia.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 marzo 1892.

UMBERTO.

G. NICOTERA.

Visto, *Il Guardasigilli:* B. CHIMIRRI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni *fatte nel personale della Direzione generale del Fondo per il Culto:*

Con R. decreto del 6 aprile 1892:

Lambarini comm. Raffaele, ispettore generale del fondo per il culto coll'annuo stipendio di lire 8000, è, per motivi di salute ed in seguito a sua domanda, collocato a riposo a decorrere dal 16 aprile corrente.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione giudiziaria:*

Con decreti ministeriali del 6 aprile 1892:

E' promosso dalla 2ª alla 1ª categoria con lo stipendio di lire 9,000 dal 1° aprile 1892, Billi comm. Giuseppe, presidente di sezione della corte d'appello di Milano.

E' promosso dalla 2ª alla 1ª categoria con lo stipendio di lire 5,000 dal 1° aprile 1892, Majo Anzon cav. Andrea, presidente del tribunale civile e penale di Girgenti

E' concesso l'aumento del decimo di lire 700, sull'attuale stipendio di lire 7,000 dal 1° aprile 1892 al signor Trevisani cav. Antonio, consigliere della corte d'appello di Roma.

È concesso l'aumento del decimo in lire 600 sull'attuale stipendio di lire 6000, dal 1° aprile 1892, ai signori:

Ricco cav. Nicola, consigliere della corte d'appello di Roma;
Villanis cav. Francesco, consigliere della corte d'appello di Roma;
Spada cav. Antonio, consigliere della corte d'appello di Venezia;
Visone cav. Giuseppe, consigliere della corte d'appello di Torino;
De Luca cav. Vincenzo, consigliere della corte d'appello di Palermo;
Zaccone cav. Davide, sostituto procuratore generale presso la corte d'appello di Genova.

È concesso l'aumento del decimo in lire 300, sull'attuale stipendio di lire 3,000, dal 1° aprile 1892, ai signori:

Ferri Marco, giudice del tribunale civile e penale di Busto Arsizio;
Galvani Giuseppe, giudice del tribunale civile e penale di Vercelli;
Dolfin-Leonardo, giudice del tribunale civile e penale di Como;
Paladini Antonio, giudice del tribunale civile e penale di Padova;
Guarini Giuseppe, giudice del tribucale civile e penale di Campobasso;
Porru Marcello Giovanni, giudice del tribunale civile e penale di Lagonegro;
Orestano Francesco Paolo, giudice del tribunale civile e penale di Termini Imerese;
Sormani Ireneo, giudice del tribunale civile e penale di Parma;
Pierucci Enrico, giudice del tribunale civile e penale di Perugia;
Schiavoni Michele, giudice del tribunale civile e penale di Napoli;
De Vecchi Frapcesco, giudice del tribunale civile e penale di Vicenza;
Torlasco Ercole, giudice del tribunale civile e penale di Novara;
Sicher Luigi, giudice del tribunale civile e penale di Salò;
Riccardi Marino, giudice del tribunale civile e penale di Bari;
Ruzza Vincenzo, giudice del tribunale civile e penale di Bologna;
Florasi Domenico, giudice del tribunale civile e penale di Udine;
Gallina Giacomo, giudice del tribunale civile e penale di Vercelli;
Nicolosi Gambino Pietro, giudice del tribunale civile e penale di Siracusa;
Marzano Englen Antonio, giudice del tribunale civile e penale di Catania;
Giovene Alfonso, giudice del tribunale civile e penale di Roma;
Moroni Cesare, giudice del tribunale civile e penale di Brescia;

A Ghiglione Domenico, pretore del mandamento di Rocchetta Ligure, è aumentato lo stipendio da lire 2500 a lire 2750, dal 1° gennaio 1892.

A Pedemonti Lorenzo, pretore, già titolare della soppressa pretura di Bosco Marengo, in disponibilità dal 1° gennaio 1892, è aumentato lo stipendio da lire 2,500 a 2,750, dal 1° febbraio 1892.

Ai pretori sottonominati è aumentato lo stipendio da lire 2,500 a lire 2,750, dal 1° marzo 1892:

Rugarli Romigio, del 2° mandamento di Parma;
Comba Claudio, del mandamento di Busca;
Cavina Curzio, del mandamento di Montepulciano;
Nigro Alfonso, del mandamento di Dipignano;
Bartolini Angiolo, del mandamento di Amelia;
Betto Vincenzo, del mandamento di Pachino;
Fabbri Prospero, del mandamento di Lonigo;
Iannuzzi Carmelo, del mandamento di Strongoli.

Ai pretori sottonominati è aumentato lo stipendio da lire 2,500 a lire 2,750, dal 1° aprile 1892:

Pagliaro Salvatore, del mandamento di Rosolini:
Gandini Giacomo, del mandamento di Broni;
Marzuttini Giuseppe, del mandamento di San Giorgio di Piano;
Magni Luca, del mandamento di Cascina.

Ai pretori sottonominati è aumentato lo stipendio da lire 2,200 a lire 2,420, dal 1° aprile 1892:

Galvagni Eugenio, del soppresso mandamento di Agazzano, in disponibilità dal 1° gennaio 1892;
Cardia Antonio, del mandamento di San Nicolò Gerrei;
Ricci Alfredo del mandamento di Greve;
Guastalla Angelo, del mandamento di Zavattarello;
Magnani Ferdinando, del mandamento di Campi Bisenzio;
Petitto Mariano, del 4° mandamento di Roma;
Isnardi Francesco, del mandamento di Lecco;
Anfosso Luigi, del mandamento di Fossano;
Foselli Diodato, del mandamento di Potenza.

Con Regi decreti del 7 aprile 1892:

Tunesi cav. Antonio, consigliere della corte d'appello di Brescia, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1°, lettera *A*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, dal 1° maggio 1892, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di presidente di sezione di corte d'appello.

Clotto cav. Andrea, sostituto procuratore generale presso la corte d'appello di Palermo, in aspettativa per infermità a tutto marzo 1892, è richiamato in servizio presso la stessa corte d'appello di Palermo, dal 1° aprile 1892, con l'annuo stipendio di lire 6000.

Vielmi Bartolomeo, giudice del tribunale civile e penale di Breno, è collocato a riposo, a sua domanda, nei termini dell'art. 1°, lettera *A*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, dal 1° maggio 1892, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di vice presidente di tribunale.

Rossi Ettore, giudice del tribunale civile e penale di Varese, in aspettativa per motivi di famiglia a tutto marzo 1892, è richiamato in servizio dal 1° aprile 1892, presso lo stesso tribunale di Varese, con l'annuo stipendio di lire 3000.

Berti Francesco, sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale d'Ivrea, in soprannumero, è tramutato a Cosenza.

Cianci Angelo, sostituto procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Cosenza, in aspettativa per infermità a tutto il 15 febbraio 1892, è confermato in aspettativa per gli stessi motivi d'infermità per 4 mesi dal 16 febbraio 1892, con l'assegno in ragione di annue lire 1500, lasciandosi per lui vacante un posto presso il tribunale di Caltagirone.

Santoro Michele, pretore del mandamento di San Mauro Forte, è tramutato al mandamento di Volturara Irpina;

Gialdroni Luigi, pretore del mandamento di Paesana, è tramutato al mandamento di Avigliana.

Bollini Marchisio della Predosa Prospero, pretore del mandamento di S. Benigno, è tramutato al mandamento di Piacenza.

Pronotti Francesco, pretore già titolare della soppressa pretura di Volpiano, in disponibilità dal 1° gennaio 1892, è richiamato in servizio dal 1° maggio 1892, ed è destinato al mandamento di San Benigno, con l'attuale stipendio di lire 2420.

Strambi Eugenio, pretore già titolare della soppressa pretura di Firenze Campagna, in disponibilità dal 1° gennaio 1892, è collocato a riposo, a sua domanda, dal 1° aprile 1892, ai termini dell'articolo 1° lettera *B*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di giudice di tribunale.

Robotti Cesare, pretore del mandamento di Pianezza, è collocato a riposo, a sua domanda, dal 1° maggio 1892, ai termini dell'articolo 1°, lettera *B*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di giudice di tribunale.

Zucca Raimondo, vice pretore del mandamento di Santadi, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, è dispensato, a sua domanda, dal detto incarico, ed è tramutato al mandamento di Carloforte.

Garajo Nicolò, vice pretore del 3° mandamento di Palermo, è tramutato al 5° mandamento della detta città.

Sono accettate le dimissioni presentate:

da Cocchi Giuseppe dall'ufficio di vice pretore del 3° mandamento di Firenze;

da Gambale Vincenzo dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Montella;

da Puccio Emanuele dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Chiavari.

Con decreto ministeriale dell'8 aprile 1892:

È accolta la volontaria dimissione data da Rea Nazzareno dalla carica di uditore applicato alla corte d'appello di Napoli.

Con Regi decreti del 10 aprile 1892:

Ferrero Bondesio cav. Paolo, consigliere della corte d'appello di Catania, è tramutato a Brescia, a sua domanda.

Fontana cav. Paolino, consigliere della corte d'appello di Genova, è tramutato a Bologna, a sua domanda.

Gardi cav. Ugo, sostituto procuratore generale presso la corte d'appello di Lucca, è nominato consigliere della corte d'appello di Parma, coll'annuo stipendio di lire 6000.

Magnanini cav. Francesco, presidente del tribunale civile e penale di Pistoia, è nominato consigliere della corte d'appello di Genova, coll'annuo stipendio di lire 6000.

Conti cav. Giuseppe, presidente del tribunale civile e penale di Lanciano, è nominato consigliere della corte di appello di Catanzaro, con l'annuo stipendio di lire 6,000.

Capochiani cav. Bartolomeo, presidente del tribunale civile e penale di Palermo, è nominato consigliere della corte d'appello di Catania, con l'annuo stipendio di lire 6,000.

Silvagni cav. Raffaele, presidente del tribunale civile e penale di Caltanissetta, è nominato consigliere della corte d'appello di Messina, con l'annuo stipendio di lire 6,000.

Vitelli cav. Antonio, sostituto procuratore generale presso la corte di appello di Cagliari, è tramutato a Catanzaro.

Zucconi Giovanni Francesco, presidente del tribunale civile e penale di Civitavecchia, è tramutato a Pistoia, a sua domanda.

Monesi Luigi, presidente del tribunale civile e penale di Pavullo, è tramutato a Castelnuovo di Garfagnana.

Acquarone Francesco, presidente del tribunale civile e penale di Castelnuovo di Garfagnana, è tramutato a Civitavecchia col suo consenso.

Bobbio Gennaro, vice presidente del tribunale civile e penale di Cassino, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Isernia, con l'annuo stipendio di lire 4,000.

Pitteri Antonio, vice presidente del tribunale civile e penale di Bologna, è nominato presidente del tribunale civile e penale di Pavullo con l'annuo stipendio di lire 4,000.

Gabardo Gaspare, giudice del tribunale civile e penale di Voghera, è tramutato a Sondrio.

Disposizioni ***fatte nel personale delle Cancellerie e Segreterie giudiziarie:***

Con RR. decreti del 7 aprile 1892:

Baggi Antonio, cancelliere in disponibilità della soppresa pretura di Bellagio, è, in seguito di sua domanda, collocato a riposo per comprovata infermità, ai termini dell'articolo 1, lettera *B*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, con decorrenza dal 1° maggio 1892.

Aquino Gerardo, cancelliere della pretura di Laurito, è tramutato alla pretura di Vietri di Potenza, a sua domanda.

Odorisio Venanzio, cancelliere della pretura di Caramanico, è tramutato alla pretura di Bomba, a sua domanda, lasciandosi vacante per l'aspettativa del cancelliere Giuseppe Vietri il posto alla pretura di Caramanico.

Con decreti ministeriali del 7 aprile 1892:

Morello Francesco, vice cancelliere del tribunale civile e penale di Caltanissetta, è, in seguito a sua domanda, collocato a riposo per comprovata infermità, ai termini dell'art. 1, lettera *B*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731 con decorrenza dal 1° maggio 1892.

Mamo Antonino, vice cancelliere della pretura di Prizzi, è tramutato alla pretura di Girgenti, a sua domanda.

Marchi Biagio, vice cancelliere della pretura di Varese, è tramutato alla 2ª pretura di Milano, a sua domanda.

Gandolfi Ermanno, vice cancelliere aggiunto in sovrannumero al tribunale civile e penale di Lecco, è nominato vice cancelliere della pretura di Varese, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Con ministeriali decreti del 9 aprile 1892:

Marongiu Francesco, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Oristano, è nominato vice cancelliere della pretura di Oristano, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Zedda Archelao, vice cancelliere della pretura di Oristano, è nominato vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Oristano, coll'attuale stipendio di lire 1,300.

Bagedda Gavino, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Oristano, è tramutato al tribunale civile e penale di Nuoro.

Obino Filippo, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Nuoro, è tramutato al tribunale civile e penale di Oristano.

Bargaglia Achille, vice cancelliere della soppressa pretura del 2° mandamento di Monza, è tramutato alla pretura di Piazza Brembana.

Sanfiori Domenico, vice cancelliere della soppressa pretura di Ceneda in Vittorio, è tramutato alla pretura di Vittorio.

Allitto Francesco, vice cancelliere della pretura di Santa Lucia del Mela, è tramutato alla 3ª pretura di Messina, a sua domanda.

De Felice Eustachio, vice cancelliere della pretura di Santa Teresa di Riva, è tramutato alla 1ª pretura di Messina, a sua domanda.

Mantica Giovanni, vice cancelliere della pretura di Francavilla di Sicilia, è tramutato alla pretura di Santa Teresa di Riva, a sua domanda.

D'Eletto Falco, vice cancelliere della pretura di Lanciano, è tramutato alla pretura di Casalbordino.

Sargiacomo Vincenzo, vice cancelliere della pretura di Casalbordino, è tramutato alla pretura di Lanciano.

Giaccari Vincenzo, vice cancelliere della 6ª pretura di Napoli, è tramutato alla pretura di Casoria, a sua domanda.

Maddalena Olinto, vice cancelliere della pretura di Piano di Sorrento, è tramutato alla 6ª pretura di Napoli, a sua domanda.

Pagnani Francesco, sostituto segretario aggiunto alla procura generale presso la sezione di corte d'appello in Potenza, è nominato vice cancelliere della pretura di Piano di Sorrento, coll'attuale stipendio di lire 1,300.

Francescone Emilio, vice cancelliere della pretura di Viggiano, è tramutato alla pretura di Arce.

Cusino Antonio, vice cancelliere della soppressa pretura di San Pantaleo, è nominato vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Oristano, coll'attuale stipendio di lire 1,300.

Casale Andrea, cancelliere della pretura di Pianella, è, a sua domanda,

nominato vice cancelliere del tribunale di Avezzano, coll'attuale stipendio di lire 1,600.

Moreschi Giuseppe, vice cancelliere della pretura di Trasacco, temporaneamente applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Avezzano, è nominato vice cancelliere aggiunto allo stesso tribunale di Avezzano, coll'attuale stipendio di lire 1360.

Pettinelli Gaetano, vice cancelliere della pretura di Tossiccia, è tramutato alla pretura di San Demetrio nei Vestini, a sua domanda.

De Bernardinis Carmine, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della corte d'appello di Aquila, è nominato vice cancelliere della pretura di Tossiccia, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Perrone Alfredo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della corte d'appello di Aquila, è nominato vice cancelliere della pretura di Pianella, coll'annuo stipendio di lire 1300, lasciandosi vacante per l'aspettativa di Pisani Enrico il posto di vice cancelliere della pretura di Pescocostanzo.

Granito Alfredo, eleggibile agli uffici di cancelleria e segreteria dell'ordine giudiziario, appartenente al distretto della corte d'appello di Aquila, è nominato vice cancelliere della pretura di San Buono, coll'annuo stipendio di lire 1300.

Con Regi decreti del 10 aprile 1892:

Bucci Felice, cancelliere già titolare della pretura di Narni, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni in seguito a procedimento penale che fu definito senza condanna, è, a sua domanda, collocato a riposo per comprovata infermità, ai termini dell'art. 1, lettera *b*, della legge 14 aprile 1864 n. 1731, con decorrenza dal 16 aprile 1892.

Conti Salvatore, cancelliere della pretura di Carovilli, è tramutato alla pretura di Venafro, a sua domanda.

Cardillo Nicola, cancelliere della pretura di Forlì del Sannio, in servizio da oltre dieci anni, è, a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute, per due mesi, a decorrere dal 1° aprile 1892, coll'assegno pari alla metà del suo stipendio.

Con decreti ministeriali dell'11 aprile 1892:

Rossi Giuseppe, vice cancelliere del tribunale civile e penale di Milano, è nominato vice cancelliere della corte d'appello di Milano, coll'annuo stipendio di lire 2500.

Trezza Vincenzo, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Corsico, applicato a quella del 7° mandamento di Milano, è nominato vice cancelliere del tribunale civile e penale di Milano, coll'attuale stipendio di lire 1800, cessando dalla detta applicazione.

Con decreti ministeriali del 12 aprile 1892:

Zambelli Antonio, segretario della Regia procura presso il tribunale civile e penale di Belluno, è sospeso dall'ufficio per giorni quindici, al solo effetto della perdita dello stipendio e fermo l'obbligo di prestare servizio, in punizione della di lui negligenza, la quale fu causa che venisse arrestato per l'espiazione della pena inflitta dal tribunale, un imputato che era stato assolto nel giudizio di appello.

Fontana Giuseppe, cancelliere della pretura di Calatafimi, è, a sua domanda, nominato vice cancelliere del tribunale civile e penale di Trapani, coll'attuale stipendio di lire 2200.

Gagliano Giuseppe, vice cancelliere aggiunto al tribunale civile e penale di Nicastro, è, a sua domanda, nominato vice cancelliere della pretura di Maida, coll'attuale stipendio di lire 1300.

Romano Salvatore, vice cancelliere della pretura di Maida, applicato alla cancelleria della corte d'appello di Catanzaro, è tramutato alla pretura di Cortale, continuando nell'attuale applicazione.

Sergi Carlo, vice cancelliere della soppressa pretura di Presicce, è tramutato alla pretura di San Nicandro Garganico.

Geremia Rosario, vice cancelliere della pretura di Bronte, in aspettativa per motivi di salute, fino al 15 aprile 1892, è, a sua domanda, confermato nell'aspettativa medesima per altri sei mesi a decorrere dal 16 aprile 1892, colla continuazione dell'attuale assegno.

Con decreti ministeriali del 13 aprile 1892:

Borgarino Andrea, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Morozzo, è applicato alla pretura di Mondovì.

Gandola Ulisse, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Priero, è applicata alla pretura di Cova.

Perron Cabus Desiderato, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Candelo, è applicato alla pretura di Biella.

Podio Carlo, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Salussola, è applicato alla pretura di Cavaglià.

Surbone Cesare, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Vespolate, è applicato alla pretura di Oleggio.

Alecchi Angelo, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura del 2° mandamento di Monza, è applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Monza.

Babini Dionigi, cancelliere della soppressa pretura di Novi di Modena, è applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Modena.

Quarra Giovanni, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Montafia, è applicato alla 2ª pretura di Asti.

Totti Ferdinando, cancelliere della soppressa pretura di Castelnuovo di Sotto, è applicato alla pretura di Poviglio.

Zuccoli Gregorio, cancelliere della soppressa pretura di Novellara, è applicato alla segreteria della procura generale presso la sezione di corte d'appello in Modena.

Romolotti Giuseppe, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Luzzara, è applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Reggio Emilia.

Formentini Pio, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Agazzano, è applicato alla pretura di Rivergaro.

Valentini Luigi, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Civitella di Romagna, è applicato alla pretura urbana di Bologna.

Rossi Nicola, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Pietra Ligure, applicato a quella di Finalborgo, cessa da tale applicazione ed è destinato a prestar servizio nella pretura di Porto Maurizio.

Tricca Giacomo, cancelliere in disponibilità della soppressa pretura di Riva di Chieri, applicato alla cancelleria del tribunale civile e penale di Torino, cessa da tale applicazione ed è destinato a prestar servizio nella pretura di Chieri.

(I cancellieri sopranominati assumeranno servizio presso gli uffici, ai quali furono applicati, anche senza la presentazione del decreto di applicazione, ottemperando agli ordini che riceveranno dai rispettivi primi presidenti e procuratori generali).

Disposizioni *fatte nel personale dei notari:*

Con decreto ministeriale del 4 aprile 1892:

E' concessa al notaro Patrono Luigi, una proroga sino a tutto il 2 luglio p. v. per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Conversano.

Con decreto ministeriale del 6 aprile 1892:

E' concessa al notaro Fannone Angelo, una proroga sino a tutto il 14 giugno p. v. per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Sant'Elia a Pianisi.

Con RR. decreti del 7 aprile 1892:

Bartoletti Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Sigillo, distretto di Perugia.

Piccini Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Perugia, capoluogo di distretto.

Trotta Adolfo, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Perugia, capoluogo di distretto.

Gargiulo Luigi, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Leporano, distretto di Taranto.

Pinto Michele Emilio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Conza della Campania, distretto di Sant'Angelo de' Lombardi.

Guabello Umano, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Busachi, distretto di Oristano.

Sini Giovanni Maria, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Sedilo, distretto di Oristano.

Minuto Angelo, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Varazze, distretto di Savona.

Santoro Pasquale, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Campana, distretto di Rossano.

Troianelli Francesco, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di San Pietro Infine, distretto di Santa Maria Capua Vetere.

Miele Antonio, fu Antonio, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di San Gregorio, distretto di Santa Maria Capua Vetere.

Turano Carlo, candidato notaro è nominato notaro colla residenza nel comune di Crucoli, distretto di Catanzaro.

Ghighetti Pietro, candidato notaro, è nominato notaro colla residenza nel comune di Pragelato, distretto di Pinerolo.

Allianoli Giuseppe, notaro residente nel comune di Castelgrasso, distretto di Saluzzo, è traslocato nel comune di Cavour, distretto di Pinerolo.

Prinetti Giuseppe, notaro residente nel comune di Codevilla, distretto di Voghera, è traslocato nel comune di Santa Giulietta, stesso distretto.

Pescitelli Gennaro, notaro residente nel comune di Cantero, distretto di Benevento, è traslocato nel comune di Amorosi, stesso distretto.

Greco Giuseppe, notaro in Ciorlano, distretto di Santa Maria Capua Vetere, è traslocato nel comune di Casalduni, distretto di Benevento.

Pugliese Pietro, notaro residente nel comune di Cirò, distretto di Catanzaro, è traslocato nel comune di Cotrone, stesso distretto.

Argento Salvatore, notaro in Licata, distretto di Girgenti, è traslocato nel comune di Palma Montechiaro, stesso distretto.

Susca Domenico, notaro residente nel comune di Mola di Bari, distretto di Bari delle Puglie, è dispensato dall'ufficio di notaro, in seguito a sua domanda.

Barbieri Attilio, notaro nel comune di Fornovo di Taro, distretto di Parma, è dispensato dall'ufficio di notaro, in seguito a sua domanda.

Con decreto ministeriale dell'11 aprile 1892:

È concessa al notaro Benedetti Giov. Battista una proroga sino a tutto il 9 ottobre p. v. per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Albaredo di Adige.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione degli Archivi notarili:*

Con Regio decreto del 20 marzo 1892,
registrato alla corte dei conti il 30 stesso mese.

Strazzeri Biagio Emanuele, notaro residente in Caltanissetta, conserservatore e tesoriere di quell'archivio notarile provinciale, è autorizzato a continuare l'esercizio del notariato.

Con Regio decreto del 24 marzo 1892,
registrato alla corte dei conti il 9 aprile successivo.

È accettata la volontaria dimissione data dal notaro Biagio Emanuele Strazzeri, dal posto di conservatore e tesoriere dell'archivio notarile provinciale di Caltanissetta al quale era stato nominato con nostro decreto delli 18 gennaio 1891.

Con decreto ministeriale delli 8 aprile 1892:

La pianta organica dell'archivio notarile distrettuale di Castrovillari, approvata con decreto ministeriale 9 settembre 1889, è modificata in conformità della seguente tabella:

Conservatore	stipendio	Lire	1200
Archivista	»	»	800
Copista	»	»	600

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Guerra:*

ESERCITO PERMANENTE

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 14 aprile 1892:

Francesconi cav. Daniele, colonnello in disponibilità a Genova, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 1° maggio 1892.

Fiora cav. Camillo, tenente colonnello 93 fanteria, id. id.

Tessitore cav. Giuseppe, capitano aiutante maggiore in 1°, distretto Roma, id. id.

Ceruti Lorenzo, id id. id. Casale, id. id.

Arma d'artiglieria.

Con R. decreto del 10 aprile 1892:

Pandini Ferdinando, tenente 26 artiglieria, dispensato, per sua domanda, dal servizio effettivo, inscritto fra gli ufficiali di complemento dell'esercito permanente (distretto di Lecco), ed assegnato al 26 artiglieria.

Arma del genio.

NOTIFICAZIONE *10 aprile 1892.*

Chicco Ippolito, sottotenente 1° genio, cancellato dai ruoli dietro sentenza contumaciale in data 7 aprile 1892 del tribunale militare speciale di Piacenza.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 10 aprile 1892:

Tesio cav. Dalmazzo, capitano contabile distretto Genova (relatore), promosso maggiore contabile continuando nella medesima carica.

Corpo veterinario militare.

Con R. decreto del 10 aprile 1892:

Tirone Carlo, sottotenente veterinario 6 artiglieria, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 14 aprile 1892:

Pace Salvatore, sottotenente veterinario di complemento 13 artiglieria (distretto di Caserta), in servizio temporaneo per il presidio di Perugia, nominato sottotenente veterinario e destinato al 6 artiglieria. Si presenterà alla scuola di cavalleria per il corso di medicina veterinaria militare.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con R. decreto del 7 aprile 1892:

Lostia Di Santa Sofia cav. Giuseppe, maggiore generale, collocato a riposo, a sua domanda, per anzianità di servizio e per età dal 16 aprile 1892, ed inscritto nella riserva.

Chiarle cav. Vittorio, id., id. id. id, id.

De Genova Di Pettinengo cav. Secondo, id., id. id. id, id.

Veneti conte Francesco, id., id. id. id., id.

Di Aichelburg cav. Ulrico, id., id. id. id., id.

Mazzucchi cav. Guglielmo, id., id. id. id., id.

Sampieri cav. Domenico, id., id. id. id, id.

Giuria cav. Cesare, id., id. id. id., id.

Pallavicini di Priola cav. Giacomo, id., id. id. id., id.

Doux cav. Clemente, id., id. id. id., id.

Cianciolo barone Vincenzo, id., collocato a riposo per anzianità di servizio e per età, ed inscritto nella riserva

Seyssel d'Aix e di Sommariva cav. Artemio, id, id. id. id., id.

Naselli cav. Pietro, capitano commissario, collocato a riposo, a sua domanda, per anzianità di servizio e per età, dal 16 aprile 1892, ed inscritto nella riserva col grado di maggiore commissario.

Con R. decreto del 14 aprile 1892:

Di Poggio cav. Enrico, tenente colonnello di fanteria, collocato a ri-

poso, a sua domanda, per anzianità di servizio e per età, dal 16 aprile 1892, ed inscritto nella riserva col grado di colonnello.
Bruna Giovanni, capitano id., id. id., id. col grado di maggiore.
De Bianchi Alessandro, id. id., id. id., id.
Fenucci Demetrio, id. id., id. id., id.
Sottini Giovanni, capitano contabile, id. id., id.
Pettini Aristide, capitano di fanteria, id. id., id.
Oggioni cav. Pietro, id. id., id. id., id.
Ferrarotti Bartolomeo, id. id., id. id., id.
Benfenati Emilio, id. id., id. id., id.
Gaber cav. Gio. Battista, maggiore contabile, id. id., id.

Ufficiali di complemento dell'esercito permanente.

Con R. decreto del 10 aprile 1892:

Martini-Bernardi Alessandro, tenente fanteria, distretto Firenze, dispensato da ogni servizio militare, per infermità indipendenti da cause di servizio.
Gioffrè Giuseppe, sottotenente id Reggio Calabria, nato nel 1869, accettata la dimissione dal grado.
Bellini Luigi, id. id. Milano, id., id.
Bensi Giuseppe, id. id. Voghera, nato nel 1867, id.
Arnaldi Girolamo, già volontario di un anno in congedo illimitato, nominato sottotenente di complemento arma d'artiglieria (art 1°, lettera *b*) legge 29 giugno 1882 n. 830. Esso sarà effettivo al distretto di Roma ed assegnato al 13 artiglieria coll'obbligo di prestare i tre mesi di servizio prescritti dalla legge nei limiti di tempo stabiliti dai §§ 292, 293 dell'Istruzione complementare al regolamento sul reclutamento.
De Nobili Eustachio, sergente in congedo illimitato, proveniente dai volontari di un anno, laureato in medicina e chirurgia, 10ª compagnia di sanità, nominato sottotenente medico di complemento, assegnato effettivo al distretto di Napoli, con l'obbligo di prestare i tre mesi di servizio prescritti dalla legge, presso l'ospedale militare di Napoli id. id. id.

Con R. decreto del 14 aprile 1892.

I sottoindicati volontari di un anno dell'arma d'artiglieria in congedo illimitato sono nominati sottotenenti di complemento (art. 1°, lettera *b*) legge 29 giugno 1882 n. 830.

Essi saranno effettivi ai rispettivi distretti di residenza ed assegnati al reggimento per ognuno indicato, coll'obbligo di prestare i tre mesi di servizio prescritti dalla legge nei limiti di tempo stabiliti dai §§ 292, 293 della Istruzione complementare al regolamento sul reclutamento.

Bernetti Tommaso, 19 artiglieria, distretto di residenza, Ascoli Piceno, reggimento, 5 artiglieria.
Trasselli Vito, 22 id., id. Palermo, id. 24 id.
Tagliavia Ignazio, 22 id, id. Roma, id. 13 id.
Soro Beniamino, distretto Sassari, id. Bologna, id. 3 id.

MILIZIA MOBILE.

Con R. decreto del 10 aprile 1892.

Bossini Giuseppe, sottotenente complemento fanteria, distretto Brescia, nato nel 1858, accettata la dimissione dal grado.
Proietti-Ricci Stefano, sottotenente contabile complemento, distretto Pavia, trasferito col suo grado e con la sua anzianità nell'arma di fanteria, continuando effettivo al distretto indicato ed assegnato al 28° battaglione fanteria milizia mobile (Pavia).
Rizzo Carmelo, furiere distretto Reggio Calabria, nominato sottotenente di complemento (art. 1 lettera *c*, legge 29 giugno 1882 n. 830) assegnato effettivo al distretto di Girgenti ed al 136° battaglione fanteria di milizia mobile (distretto Girgenti) pel caso di mobilitazione, e lasciato in congedo illimitato.

MILIZIA TERRITORIALE.

Con R. decreto del 10 aprile 1892.

Canetta Eugenio, capitano fanteria 14 batt. Novara, accettata la dimissione dal grado.
Saccaria Francesco, id. id. 73 id. Pavia, dispensato da ogni servizio militare, per infermità indipendenti da cause di servizio.
Frezza Alfonso, tenente complemento fanteria milizia mobile, distretto Massa, trasferito collo stesso grado e colla stessa anzianità nella milizia territoriale, fanteria, 188° battaglione Massa.
Caveri Renato, sottotenente complemento fanteria esercito permanente distretto Ivrea, id. id. id., 12° battaglione, Ivrea, in applicazione dell'articolo 96 testo unico legge reclutamento regio esercito.
Di Bassecourt Alberto, cittadino domiciliato a Venezia, nominato sottotenente nell'arma del genio ed assegnato alla 14ª compagnia Venezia. Si presenterà nelle ore ant. del 1° agosto p. v. al 3 genio per prestarvi il prescritto servizio.
Oxilia Gerolamo, id. id. Savona, id. id. id., 21ª compagnia Livorno. Si presenterà nelle ore ant. del 1° maggio p. v., al 2 genio id.

I seguenti cittadini sono nominati sottotenenti, fanteria, coll'assegnazione a ciascuno di essi indicata.

Devono presentarsi nelle ore antimeridiane del 1° di maggio o di giugno p. v. alla sede del reggimento a ciascuno designato per compiere il mese di servizio prescritto.

I comandanti di corpo d'armata hanno facoltà di destinarli a far servizio presso altro corpo o distretto, quando tale cambiamento fosse consigliato dalle esigenze dell'istruzione che dove essere impartita a detti ufficiali.

Mariani Livio, dimorante a Forlì, destinato al 137° batt. Forlì, regg. 39 fant. Forlì.
Pecoraro Dionisio, id. Alcamo (Trapani), id. 271° id. Potenza, id. 31 id. Palermo.
D'Alessandro Michele, id. Cefalù, id. 273° id. Castrovillari, id. 32 id. Palermo.
Bassani Luigi, id. Milano, id. 43° id. Monza, id. 66 id. Milano.
Rapisardi Bartolomeo, id. Messina, id. 275° id. Cosenza, id. 68 id. Messina.

UFFICIALI DI RISERVA.

Con R. decreto del 10 aprile 1892.

Secondo cav. Bernardo, capitano fanteria, residente a Oristano, dispensato, per constatata infermità, da ogni servizio eventuale, conservando l'onore dell'uniforme.

IMPIEGATI CIVILI.

Con R. decreto del 31 marzo 1892:

Paderni cav. Cesare, maestro capo di equitazione (civile) presso la scuola di cavalleria, aumentatogli lo stipendio di annue lire 500, dal 1° luglio 1891.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 per 0/0, cioè: Numero. 533363 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al numero 138063 della soppressa Direzione di Torino), per lire 400, al nome di Tarditi Angelina, nubile, del vivente *Clemente Giuseppe Teobaldo*, domiciliata alla Morra, minore, sotto l'amministrazione del padre;

N. 31207, per lire 230, al nome di Tarditi Angelina del vivente *Clemente Teobaldo Giuseppe*, domiciliata in La Morra, minore, sotto l'amministrazione del padre;

N. 31209, per lire 230, al nome di Tarditi Pietrina, del vivente *Clemente Teobaldo Giuseppe*, domiciliata in La Morra, minore sotto l'amministrazione del padre;

N. 533365 (corrispondente al N. 138065 della soppressa Direzione di Torino), per lire 400, al nome di Tarditi Pietrina, nubile, del vivente *Clemente Giuseppe Teobaldo*, domiciliata alla Morra, minore sotto l'amministrazione del padre;

N. 565221, per lire 255, al nome di Tarditi Angelina, Luigia e Pietrina del vivente *Giuseppe Clemente Teobaldo*, minori, sotto l'amministrazione del padre, domiciliati in La Morra d'Alba (Cuneo), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente a Tarditi Angelina, Pietrina e Luigia

di *Giuseppe*, minori... ecc. come sopra, vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 6 aprile 1892.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Rettifica d'intestazione (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè:

1. N. 50968 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 500, al nome di Lo Curto Calogero di Rocco, domiciliato in Ravanusa (Girgenti);

2. N. 386428 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al N. 39918 della ex Direzione di Palermo), per lire 950, al nome di Curto Calogero di Rocco, domiciliato in Ravanusa (Girgenti);

3. N. 394757 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al N. 48247 della ex Direzione di Palermo), per lire 855, al nome di Curto Calogero di Rocco, domiciliato in Ravanusa (Girgenti), furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Curti Calogero di Rocco, domiciliato in Ravanusa (Girgenti), vero proprietario delle rendite stesse.

A termini dell'articolo 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 25 marzo 1892.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

CONCORSI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso.

Colle norme prescritte dal Regolamento universitario, approvato col R. decreto 26 ottobre 1890 n. 7337, è aperto il concorso alle seguenti cattedre:

Per professore ordinario:

Università di Messina — Diritto civile.
» Pavia — Diritto civile.
» Palermo — Clinica chirurgica.
» Siena — Storia del diritto italiano dalle invasioni barbariche ai dì nostri.

Per professore straordinario:

Università di Catania — Botanica.
» Catania — Chimica generale.
» Messina — Chimica generale.
» Macerata — Scienza delle finanze e diritto finanziario.
» Napoli — Meccanica razionale.
» Palermo — Diritto commerciale.
» Palermo — Filosofia teoretica.
» Parma — Fisica sperimentale.
» Parma — Dermosifilopatia e clinica dermosifilopatica.
» Pavia — Diritto amministrativo.

Scuole di applicazione per gli ingegneri:

Napoli — Geometria pratica e celerimensura.
Padova — Idraulica pratica.
Palermo — Architettura tecnica.

Le domande su carta bollata da lire 1,20 e i titoli indicati in apposito elenco dovranno essere presentati al Ministero della Pubblica Istruzione non più tardi del 20 agosto 1892.

Ogni domanda inviata dopo quel giorno sarà considerata come non avvenuta.

Non sono ammessi lavori manoscritti.

Le pubblicazioni dovranno possibilmente essere in un numero di copie bastevoli a farne la distribuzione ai componenti la Commissione.

Roma, 16 aprile 1892.

Il Direttore Capo della Divisione
per l'istruzione superiore
G. FERRANDO.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 19 aprile 1892.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 7 ant.	STATO DEL MARE 7 ant.	TEMPERATURA Massima nelle 24 ore precedenti	TEMPERATURA Minima nelle 24 ore precedenti
Belluno	1[2 coperto	—	14 3	3 0
Domodossola	3[4 coperto	—	13 5	5 0
Milano	coperto	—	17 4	3 8
Verona	piovoso	—	15 0	4 0
Venezia	sereno	calmo	17 9	8 1
Torino	3[4 coperto	—	13 8	5 0
Alessandria	coperto	—	14 1	1 1
Parma	piovoso	—	15 6	3 0
Modena	3[4 coperto	—	18 4	4 0
Genova	coperto	legg. mosso	14 9	3 7
Forlì	1[2 coperto	—	19 2	10 0
Pesaro	1[2 coperto	calmo	18 9	5 9
Porto Maurizio	1[2 coperto	legg. mosso	15 2	5 0
Firenze	coperto	—	16 0	4 1
Urbino	1[4 coperto	—	14 6	3 1
Ancona	1[4 coperto	legg. mosso	16 5	8 8
Livorno	coperto	agitato	15 5	4 2
Perugia	3[4 coperto	—	13 8	3 4
Camerino	1[4 coperto	—	13 9	1 5
Chieti	sereno	—	18 8	1 8
Aquila	coperto	—	10 8	2 0
Roma	1[2 coperto	—	18 0	8 4
Agnone	1[2 coperto	—	14 4	2 9
Foggia	1[4 coperto	—	20 9	9 5
Bari	1[4 coperto	legg. mosso	18 0	11 5
Napoli	1[2 coperto	molto agitato	15 9	9 9
Potenza	3[4 coperto	—	13 3	5 0
Lecce	3[4 coperto	—	19 6	11 0
Cosenza	3[4 coperto	—	18 0	9 0
Cagliari	1[4 coperto	legg. mosso	21 0	10 0
Reggio Calabria	piovoso	mosso	18 4	13 2
Palermo	coperto	mosso	21 7	11 6
Catania	coperto	calmo	18 8	12 0
Caltanissetta	piovoso	—	17 5	8 8
Siracusa	3[4 coperto	calmo	22 5	13 5

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 19 aprile 1892

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49,6.

Barometro a mezzodì . . . . . = 758,7
Umidità relativa a mezzodì . . . . . = 46
Vento a mezzodì . . . . . . Ovest forte.
Cielo . . . . 1/2 coperto.
Termometro centigrado { Massimo = 13°,9. Minimo = 8°,4.
Pioggia in 24 ore: mm. 9.9.

Li 19 aprile 1892.

In Europa leggera depressione dall'Alta Italia alla penisola balcanica, pressione ancora aumentata ed alta all'occidente. Brest 771; Mosca 768; Zurigo 764; Veneto 756.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito tre millimetri in Sardegna, poco in Sicilia, leggermente disceso altrove; venti forti intorno al ponente fuorchè al Sud; parecchie nevicate ai monti, piogge o temporali in moltissime stazioni; mare agitato lungo la costa tirrenica.

Stamane: cielo nuvoloso; venti freschi ed abbastanza forti intorno al ponente; barometro da 763 a 764 mm. in Sardegna e Sicilia, a 759 a Roma, Bari; depresso a 756 mm. nell'alto Adriatico.

Mare agitato lungo la costa tirrenica.

Probabilità: venti del quarto quadrante, generalmente forti sull'Italia superiore, freschi al Sud; cielo vario con qualche pioggia, temperatura ancora in diminuzione, qualche brinata sull'Italia superiore; mare agitato.

PARTE NON UFFICIALE

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

PARIGI, 18. — A Chaumont, un anarchico tenne una conferenza in elogio di Ravachol.

L'autorità si limitò a consegnare le truppe ed a far circondare la sala da quattro brigate di gendarmeria.

Quando l'oratore dichiarò *doversi uccidere quanti borghesi era possibile*, l'uditorio applaudì freneticamente.

PARIGI, 18. — A Rodez il conservatore delle ipoteche fu avvertito da una cartolina firmata: *Spettro della Sociale*, che l'ufficio sarebbe saltato.

Difatti, si trovò un pacco di dinamite sotto la scala dell'ufficio.

PARIGI, 18. — È stato spiccato un nuovo mandato d'arresto contro l'altro celebre anarchico Gustavo Mathieu, che era stato dichiarato innocente per ciò che riguardava le esplosioni del boulevard Saint-Germain e di via Clichy.

Sembra che si tratti ora di un furto anteriore al processo della dinamite di Soisy-sous-Etioles.

WIESBADEN, 19. — Il poeta Federico Bodenstedt è morto di pneumonite.

ROCCA DI PAPA, 19. — Il Comando della divisione militare territoriale di Roma ha avvertito questo Municipio che il Tiro di guerra al Campo di Annibale verrà iniziato non più il 18 maggio prossimo, ma soltanto dopo la festa nazionale dello Statuto.

Frattanto il Sindaco ha pubblicato un Manifesto, con cui annunzia il ritorno in quest'anno delle truppe al Campo di Annibale, raccomandando ai pubblici esercenti di usare ad esso ed ai forestieri ogni possibile facilitazione ed invitando la popolazione, quando di mano in mano verranno i reggimenti al Campo di Annibale, ad accoglierli al grido di: *Viva il Re! Viva l'Esercito! Viva il Presidio di Roma!*

ZURIGO, 19. — Il trattato di commercio italo-svizzero sarà firmato oggi dai delegati commerciali fra le 3 e le 4 pom.

I delegati italiani partiranno sabato prossimo.

Giovedì sarà dato in loro onore un grande ricevimento all'*Hôtel Bellevue.*

PARMA, 19. — Per iniziativa della Cassa di risparmio, a Torrechiara, si è costituita una Cassa Rurale, dopo una conferenza del dott. Leone Wollemborg.

LONDRA, 19. — Avvenne un grave scompiglio sulla scala della stazione ferroviaria di Hampstead Heath, fra la folla che ritornava dalla campagna.

Vi furono sei fanciulli e due donne schiacciati e numerosi feriti.

BERNA, 19. — Il Consiglio federale ratificherà nella seduta di domani il trattato di commercio coll'Italia e lo metterà poscia provvisoriamente in vigore.

L'Assemblea federale ratificherà definitivamente il trattato nella sessione di giugno.

ZURIGO, 19. — Oggi alle ore 3 pom., venne firmato dai delegati dei due paesi il nuovo trattato di commercio fra l'Italia e la Svizzera.

I delegati italiani partiranno giovedì mattina direttamente per Roma.

BERLINO, 19. — La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ha da fonte autorevole che finora non è conosciuto alcun fatto, da cui si possa dedurre che lo czar ha intenzione di visitare prossimamente Berlino.

GENOVA, 10. — Alle sei pom., proveniente da Venezia, è giunto il duca di Chartres, che scese al *Grand Hôtel Isotta* e ripartirà domattina alle 7 per Cannes.

VENTIMIGLIA, 19. — Domani giungeranno qui l'arciduchessa Maria Valeria e l'arciduca Francesco Salvatore, provenienti da Vienna.

PALERMO, 19. — Oggi si chiuse il settimo Congresso nazionale e primo internazionale degli ingegneri ed architetti acclamando Genova sede dell'ottavo Congresso nazionale che si terrà fra tre anni e lasciando alla presidenza la scelta della sede del secondo Congresso internazionale.

Stasera i congressisti si riunirono a banchetto all'Hôtel de la Paix.

Vi assistettero il prefetto, la Giunta comunale, il rettore dell'Università ed il comitato dell'Esposizione.

PARIGI, 19. — I giornali dicono che i ministri esamineranno nel prossimo Consiglio se l'arcivescovo di Avignone ed i suoi vescovi suffraganei debbano essere deferiti al Consiglio di Stato per la recente pastorale al clero ed ai fedeli delle loro diocesi.

PARIGI, 19. — Sebbene tutte le notizie ricevute facciano sperare che non accadrà alcun grave incidente per il primo maggio, tuttavia il ministro dell'Interno ha diramato ai prefetti una circolare, con cui interdice per il primo maggio ogni dimostrazione, ogni assembramento, ogni processione nelle strade pubbliche.

VIENNA, 18. — Come già si disse molti giorni fa, a Vienna, il 1° maggio, sarà festeggiato dalle due distinte frazioni socialiste, i *legalitarii*, capitanati dall'Adler, e gli *indipendenti*, in modo pressochè identico, con riunioni nei diversi quartieri la mattina, riunioni che avranno per tema le « otto ore » e con svariati divertimenti in massa nel Prater e nei ristoranti suburbani, del pomeriggio.

Sinora la polizia non ha accennato a proibire queste riunioni operaie — ed è ormai quasi sicuro che si lascerà libertà completa alla pacifica dimostrazione.

Dalle provincie seguitano pure a giungere notizie tranquillanti intorno alla giornata del 1° maggio.

Si annunciano dappertutto dimostrazioni operaie all'aria aperta senza nessun carattere minaccioso.

Il 1 maggio avrà speciali dimostrazioni in Boemia, nei grandi centri industriali.

Così si annuncia che a Praga, Pilsen, Königgrätz, Kladno e Brüx gli operai hanno preparato grandi meetings in locali chiusi e anche all'aperto, fuori dell'abitato.

Listino Ufficiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 19 aprile 1892.

VALORI AMMESSI a CONTRATTAZIONE IN BORSA	Godimento	Valore nom.	Valore [illegible]	PREZZI IN CONTANTI		IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi Nom.
RENDITA 5 0[0 { 1.a grida	1 genn 92	—	--		— -	92,47 1/2 45		— —
RENDITA 5 0[0 { 2.a grida		—	--	92,50 47 1/2 45	92 48			— —
detta (piccolo taglio)	»	—	--	92,60	— —			— —
detta 3 0[0 { 1.a grida	1 aprile 92	—	--		— —			— —
detta 3 0[0 { 2.a grida	»	—	--		— —			57 50 1
Cert. sul Tesoro Emiss. 1860-64	»	—	--		— —			99 50 2
Obbl. Beni Ecclesiastici 5 0[0	»	—	--		— —			92 — 3
Prestito R. Blount 5 0[0	»	—	--		— —			99 — 4
» Rothschild	1 dicem. 91	—	--		— —			102 15
Obbl. Municip. e Cred. Fondiario.								
Obbl. Municipio di Roma 5 0[0	1 luglio 91	500	500		— —			— —
» 4 0[0 1.a Emissione	1 aprile 92	500	400		— —			420 —5
» 4 0[0 2.a, 3 a, 4.a, 5.a e 6.a Emiss.	»	500	400		— —			410 —6
» Cred. Fond. Banco S. Spirito	»	500	500	443	448 —			— —7
» » » Banca Nazionale 4 0[0.	»	500	500		— —			477 —
» » » » 4 1[2 0[0.	»	500	500		— —			485 —
» » » Banco di Sicilia	»	500	500		— —			— —
» » » » Napoli	»	500	500		— —			— —
Azioni Strade Ferrate.								
Az. Ferr. Meridionali	1 genn. 92	500	500		— —	625,50 625		— —
» » Mediterranee stampigliate	»	500	500		— —			487 —
» » » certif. provv.	1 luglio 91	500	250		— —			— —
» » Sarde (Preferenza)	»	250	250		— —			— —
» » Palermo, Mar. Trap. 1.a e 2a. E	1 aprile 92	500	500		— —			— —
» » della Sicilia	1 luglio 91	500	500		— —			— —
Azioni Banche e Società diverse.								
Az. Banca Nazionale	1 genn. 92	1000	750		— —			1290 —
» » Romana	»	1000	1000		— —			1003 —
» » Generale	1 luglio 91	500	425		— —	309 08 1/2 08 07 06	1/2 06 08 09)	— —
» » »	»	500	450		— —			— —
» » di Roma	1 genn. 90	500	250		— —			290 —
» » Tiberina	1 » 89	200	200		— —			25 —
» » Industriale e Commerciale	1 ottob. 91	500	500		— —			485 —
» » » » cert. prov.	»	500	400		— —			400 —
» Soc. di Credito Mobiliare italiano.	1 genn. 92	500	400		— —	375 1/2 375 374 1/2		— —
» » di Credito Meridionale	1 » 88	500	500		— —			— —
» » Romana per l'Illum. a Gaz	15 ottob. 91	500	500		— —	732		— —8
» » Acqua Marcia	1 genn. 92	500	500		— —	1059 1053		— —
» » Italiana per condotte d'acqua.	1 » 90	500	500		— —	230		— —
» » Immobiliare	1 » 92	500	500		— —	170 169		— —
» » dei Molini e Magaz. Generali.	1 luglio 90	250	250		— —			75 —
» » Telefoni ed App. Elettriche	1 genn. 89	100	100		— —			— —
» » Generale per l'Illuminazione.	1 » 90	500	500		— —			230 —
» » Anonima Tramway Omnibus.	»	125	125		— —			118 —
» » Fondiaria Italiana	1 genn. 89	150	150		— —			— —
» » della Min. e Fond. Antimonio.	1 ottob. 90	250	250		— —			— —
» » dei Materiali laterizi	»	250	250		— —			— —
» » Navigazione Generale Italiana	1 genn. 92	500	500		— —			300 —
» » Metallurgica Italiana.	1 » 90	500	500		— —			190 —
» » della Piccola Borsa di Roma.	1 dicem 91	250	250		— —			210 —
» » Cautohouc	1 genn. 90	200	200		— —			40 —
» » An. Piemontese di elettricità.	1 » 91	250	250		— —			250 —
» » Risanamento di Napoli	1 » 92	250	250		— —	180,50 181		— —
Azioni Soc. Assicurazioni.								
Az. Fondiarie Incendi.	1 genn. 90	100	100		— —			80 —
» Fondiarie Vita	1 » 91	250	125		— —			235 —
Obbligazioni diverse.								
Obbl. Ferroviarie 3 0[0 Emiss. 1887-88-89.	1 genn. 92	500	500		— —			284 —
» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro).	1 luglio 91	1000	1000		— —			— —
» Strade ferrate del Tirreno	1 genn. 92	500	500		— —			436 —
» Soc Immobiliare	1 ottob. 91	500	500		— —			410 —
» » 4 0[0.	»	250	250		— —			170 —
» » Acqua marcia	»	500	500		— —			500 —
» » SS. FF. Meridionali.	»	500	500		— —			— —
» » FF Pontebba Alta Italia	1 luglio 91	500	500		— —			— —
» » FF. Sarde nuova Emis. 3 0[0	1 aprile 92	500	500		— —			— —
» » FF. Paler. Ma. Tra. I S. (oro).	»	300	300		— —			— —
» » » » » » II » »	1 genn. 91	300	300		— —			— —
» » FF. Second. della Sardegna.	»	500	500		— —			— —
» » FF. Napoli-Ott. (5 0[0 [illegible] o)	»	250	250		— —			— —
Buoni Meridionali 5 0[0	»	500	500		— —			— —
Titoli a Quotazione Speciale.								
Rendita Austriaca 4 0[0 (oro).	»	—	—		— —			— —
Obbl. prestito Croce Rossa Italiana.	1 aprile 92	25	25		— —			— —

OSSERVAZIONI

Media dei corsi del consolidato italiano a contanti nelle varie borse del Regno.
18 aprile 1892.
Consolidato 5 0[0 . . . . . L. 92 578
Consolidato 5 0[0 senza la cedola del semestre in corso . . . » 90 408
Consolidato 3 0[0 nominale . . . » 57 062
Consolidato 3 0[0 senza cedola, nominale . . » 55 757
R. TANLONGO, Presidente.

Ex £. 1,30 — Id. £. 2,17 — Id. £. 2,17 — Id. £. 2,17 — Id. £. 10 — Id. £. 10 — Id. £. 10,78. — Ex saldo div. £. 35.

Sconto	CAMBI		Prezzi fatti		Nomin.
3	Francia	90 giorni	— —	— —	103 15
	Parigi	Cheques	103 95	— —	— -
3 1[2	Londra	90 giorni	25 95	— —	— - -
	»	60 giorni	— —	— —	
	»	Cheques	— —	— -	
	Vienna-Trieste	90 giorni	»		
	Germania	Cheques	»	»	

Risposta ai premi . . . . } 28 Aprile
Prezzi di compensazione . . . } 28 Aprile
Compensazione . . . . 29 »
Liquidazione . . . . 30 »

Sconto di Banca 5 1[2 0[0. Interessi sulle anticipazioni.

Per il Sindaco: AUGUSTO PERICOLI.
Visto: Il Deputato di Borsa: L. GAUTTIERI.

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE MARZO 1892.

Rendita 5 0[0	92 —	Az. Banco di Roma.	290 —	Az. Soc. Mat. Later.	225 —
» 3 0[0	58 25	» Banca Tiberina.	35 —	» » Navig. Gen. Italiana	305 —
Obbl. Beni Eccles.	94 —	» » Ind. e Com.	550 —	» » Metallurgica Italiana.	220 —
Prest. Rotschild 5 0[0.	102 —	» » » Certif.	455 —	» » della Piccola Borsa	210 —
Ob. città di Roma 4 0[0	425 —	» Soc. Cred. Mobil.	370 —	» » Caoutchouc	60 —
» Credito Fondiario Santo Spirito	460 —	» » » Merid.	45 —	» » An. Piem. di Elettr.	250 —
» Credito Fondiario Banca Nazionale	480 —	» » Gas stampigl.	785 —	» » Risanamen.	150 —
» Credito Fondiario Ban. Naz 4 1[2 0[0	485 —	» » Acqua Marcia st.	1090 —	» » Fondiar. incendi	85 —
Az. Fer Meridionali.	618 —	» » Condot. d'ac.	233 —	» » Fond. Vita.	230 —
» » Mediterraneo	485 —	» » Gen Illumin.	235 —	Obbl. Soc. Imm. 5 0[0	410 —
» » » certif.	475 —	» » Tramway Om.	118 —	» » » 4 0[0	170 —
» Banca Nazionale.	1310 —	» » cert. prov.	— —	» » Ferroviarie	290 —
» » Romana	1010 —	» » Molini e Magaz. Gen.	80 —	» Ferr. Napoli-Ottaiano	242 —
» » Gen. vers. 425)	320 —	» » Immobiliare.	175 —		
» » » » 450)	319 50	» » Fond. Italiana	— —		
		» » Min. Antim.	— —		

TUMINO RAFFAELE, Gerente. — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale*.